

Unité départementale du Haut-Rhin

Strasbourg, le 24/06/2022

2 Place du Général de Gaulle
BP 1354
68100 Mulhouse

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)

route de Chalampé
BP 1403
68390 SAUSHEIM

Références : 5659_2022_03_31_PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Peinture)_SAUSHEIM_VIIC-incendieTS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle des installations de traitement de surface du site s'est effectué dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées visant à examiner les éléments relatifs à la prévention des incendies et la gestion de leurs eaux d'extinction. La prévention des incendies est un enjeu considérable pour les entreprises et pour leur environnement. C'est notamment le cas dans les installations de traitement de surface pour lesquelles plusieurs incendies ont été recensés à l'échelle nationale dans les dernières années.

A ce titre, l'efficacité et l'effectivité des moyens de première intervention jouent un rôle primordial. En effet tout incendie non circonscrit très rapidement ne peut ensuite être éteint qu'au bout de plusieurs heures.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)
- route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006705659
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

La société PSA PEUGEOT CITROËN SNC fabrique sur son site de Sausheim des véhicules automobiles. La capacité de production du site de Sausheim est de 1 100 véhicules par jour. Dans le cadre de cette activité, le site possède un atelier peinture visant une cadence de 60 véhicules peints par heure, avec environ 110 salariés, et une production pour l'année 2020 de 51201 véhicules peints. Le procédé peinture consiste aujourd'hui aux étapes suivantes :

- passage dans un traitement de surface puis une cataphorèse pour les pièces à peindre,
- passage en étuve des caisses,
- application d'étanchéité sur une ligne (étanchéité 1),
- application par pistolets robotisés de bases et vernis (deux lignes laque n°1 et 2),
- passage en étuve des caisses,
- finition/contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mesures de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.2	/	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	AP Complémentaire du 23/01/2014, article 12.2	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 14.2	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 14.2	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 16.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue de la thématique contrôlée, il apparaît que l'exploitant respecte globalement les dispositions contrôlées en matière des moyens d'intervention en cas d'incendie. Il apparaît opportun de reprendre, à terme, la prescription relative aux besoins en eau du pôle Peinture, qui n'apparaît plus adaptée, que ce soit aux conclusions de la dernière étude de dangers ou aux éléments de dimensionnement pouvant être issus de guides reconnus par l'inspection des installations classées.

Par ailleurs il apparaît que l'inspection des installations classées ne peut conclure sur l'absence de non-conformité pour un certain nombre de point concernant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il appartient à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments permettant de démontrer le respect des dispositions associées aux faits susceptibles de suites relevés dans les fiches de constats ci-après.

Enfin des observations ont été formulées dans le cadre des constats, il appartient à l'exploitant de s'en saisir en vue d'améliorer la gestion de la lutte contre l'incendie dans ses installations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...]
Constats : Compte tenu de l'absence d'éléments de dimensionnement chiffrés dans la prescription, et le renvoi aux réglementations en vigueur, il y a lieu de considérer que ces éléments de dimensionnement correspondent aux dispositions des articles R.4216-14 du code du travail et l'arrêté ministériel du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail. Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment SA44 uniquement sur l'atelier abritant l'installation de traitement de surface (correspondant aux cantons dénommés n°1,2,3,4,10,13,14, et 18 du bâtiment). Il a pu être constaté sur site la présence de dispositifs de désenfumage. D'après les éléments transmis par l'exploitant en amont et en aval de la visite de contrôle, la surface géométrique des évacuations des fumées atteinte par ces équipements représente à minima 1% de la superficie de chacun des cantons auxquels sont attachés ces dispositifs de désenfumage. Les superficies utiles d'extraction installées sont supérieures pour ces cantons au 1/200 de la surface géométrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/01/2014, article 12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'ouverture des exutoires de fumées doit en toutes circonstances pouvoir se faire à minima manuellement et automatiquement, les dispositions de commande sont reportées près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.
Constats : Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment SA44 uniquement sur l'atelier abritant l'installation de traitement de surface. Il a pu être constaté la présence de commandes manuelles à proximité des accès. D'après les éléments transmis par l'exploitant postérieurement à la visite de contrôle (documentation technique des équipements) couplé à l'analyse sur site du type d'équipement mis en place, il apparaît que ces dispositifs sont bien munis d'un système d'ouverture automatisé via une détection chaleur (fusible) en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie

adaptés aux risques et conformes aux réglementations en vigueur, entretenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an, en particulier :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits mis en œuvre et stockés et des produits de décomposition thermique de ceux-ci,
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, adaptés aux caractéristiques des produits mis en œuvre et stockés et des produits de décomposition thermique de ceux-ci,
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments.

L'ensemble du réseau doit pouvoir fonctionner normalement en période de gel ; d'une réserve de sable meuble et sec d'une capacité au moins égale à 100 litres, et de pelles. Tous ces équipements sont repérés et facilement accessibles, [...]

Constats : L'atelier traitement de surface de l'unité Peinture, est muni d'extincteurs (principalement à eau additivés pour feux de classe A et B et quelques extincteurs CO2 (proche des armoires électriques), de Robinets d'Incendie Armés (RIA), de poteaux incendie sur le pourtour du bâtiment SA44, et d'un dispositif d'arrosage type « sprinkler » au droit des installations de traitement de surface de l'unité. Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents de contrôle n'ont pas montré d'écart vis à vis des éléments descriptifs présents dans l'étude de dangers du site daté de 2014. Les équipements contrôlés n'ont pas été testés, mais ne montraient pas de dommages apparents.

Il a pu être contrôlé par échantillonnage sur certaines des fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'être présents dans l'installation, que les moyens d'extinction en place sont compatibles avec les produits présents. Il est cependant à noter que les RIA ne pourraient pas être employés en jet d'eau pour un certain nombre de produits mais en pulvérisation ou brouillard d'eau. Il a également pu être contrôlé par échantillonnage que les RIA, extincteurs et poteaux incendie étaient testés par l'exploitant à fréquence annuelle.

Lors du contrôle sur site par échantillonnage, il a pu être constaté la présence de signalisations visibles pour les équipements de lutte contre l'incendie, l'ensemble des équipements contrôlés était accessible lors du contrôle.

Le contrôle des dispositions relatives à la disponibilité des débits est traité dans le point de contrôle suivant.

Le contrôle des dispositions relatives à la protection contre le gel n'a porté que sur le réseau incendie enterré. L'exploitant a pu transmettre postérieurement au contrôle sur site un ensemble de documents montrant que les poteaux présents à proximité du bâtiment SA44 sont à purge automatique, et le réseau incendie est situé à plus de 100mm de profondeur. Ces éléments sont cohérents avec les éléments de protection contre le gel de la norme NF EN 14339/CN (Décembre 2018) relative aux Bouches d'incendie sous pression enterrées. Ces éléments de dimensionnement notamment en matière de profondeur sont par ailleurs cohérents avec les dispositions du DTU 13.1 traitant de la mise hors gel de fondation et mentionnant pour le Haut-Rhin avec une altitude de 250m une profondeur de mise hors gel des fondations de 0,925m.

Observation n°1 : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les formations des équipiers d'intervention liées à l'extinction des départs de feux intègrent bien l'incompatibilité d'usage d'eau en « jet bâton » avec la présence de certains produits dans son installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 14.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux réglementations en vigueur,[...] d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments.[...]

Constats : Concernant le pôle Peinture, 12 poteaux incendie localisés sur le pourtour du bâtiment, ont été testés en 2021 par l'exploitant. Lors de ces tests réalisés par l'exploitant, les poteaux incendie sont testés tour à tour, avec un débit par poteau variant de 225 à 240m³/h, soit un total théorique cumulé de minimum 2700m³/h. Ce débit ne pourrait être considéré comme le débit total des 12 poteaux incendie. Aucun test en simultané n'a été réalisé par l'exploitant. Les éléments décrits dans l'étude de dangers du site transmise en 2014 (postérieurement à l'arrêté préfectoral du 16/05/2013 encadrant les activités du pôle Peinture), font état d'un besoin en eau de 435m³ sur 120minutes tout scénario d'accident confondu sur le site. Avec des débits ponctuels de 60 m³/h entre T=0 et T=30 (2 lances incendie de 500 l/min) et de 270 m³/h entre T=30 et T=120 (9 lances incendie de 500 l/min). Il appartient à l'exploitant de démontrer qu'il atteint à minima le débit qu'il a défini dans son étude de danger.

Bien que validée par le Service d'incendie et de secours, au travers notamment d'un plan ETARE, la stratégie de lutte contre l'incendie décrite par l'exploitant dans son EDD de 2014 n'est étayée par aucun document de dimensionnement reconnu (tel qu'une norme APSAD ou NFPA). En considérant les éléments du guide D9 CNPP (référentiel APSAD), les besoins en eaux extinction incendie (et selon les éléments à la disposition de l'inspection) de l'ordre de 160m³/h pour l'atelier traitement de surface du bâtiment SA44 et de l'ordre de 360m³/h pour le reste du bâtiment (en excluant les cabines de peinture et les zones de stockages laques qui sont à considérer comme à risque spécial).

Pour la partie traitement de surface les besoins en eaux définis par l'exploitant dans son étude de danger de 2014 sont donc cohérent et majorant vis-à-vis d'une application des principes du guide D9 du CNPP. Cependant la présence de risque spéciaux dans le bâtiment (au sens du guide CNPP), ne permet pas de conclure définitivement quant à l'adéquation des besoins en eaux définis par l'exploitant dans son étude de dangers, et les éléments de doctrines définis dans des documents reconnus nationalement.

Au vu des éléments qui précèdent, il apparaît que la prescription telle qu'elle est rédigée dans l'article 14.2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, n'est plus adaptée, elle doit être remise en cohérence avec l'analyse des risques de l'installation, qui doit par ailleurs s'appuyer sur des référentiels reconnus en vue de déterminer les besoins en eaux extinction incendie à mettre en œuvre sur ses installations.

Observation n°2 : Il appartient à l'exploitant sans attendre la reprise des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014, d'étayer les éléments relatifs aux besoins en eaux d'extinction incendie de son site, eu égard à des référentiels reconnus par l'inspection des installations classées, repris dans des guides nationaux et pouvant être mentionnés dans certains textes ministériels directement ou indirectement opposables aux activités du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 16.3
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Au vu des risques spécifiques liés à ces installations, et en sus des dispositifs liés à la sécurité décrit dans le titre III. Les installations de traitements de surface de l'atelier Peinture sont équipées entre autres : [...] <ul style="list-style-type: none">• de dispositifs d'extinction d'incendie automatique asservis à une détection adaptée aux risques (fumées et/ou flammes et/ou chaleur...). Ces dispositifs sont vérifiés a minima annuellement.
Constats : Il a pu être constaté sur site et comme évoqué précédemment, la présence de dispositif de lutte contre l'incendie de type « sprinkler », le déclenchement de ce dispositif se fait sur détection de chaleur (fusible). L'inspection a pu contrôler le contenu des vérifications réalisés par l'exploitant sur ces installations. Une maintenance préventive mensuelle (vérifications de routine) est réalisée, ainsi qu'une vérification approfondie de manière triennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. A cette fin et dans l'attente des conclusions de la révision de l'étude de danger de l'atelier prévue à l'article 14.4 les installations sont à minima équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 30000 m3. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces dispositifs et au confinement du site doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont accessibles, visibles, leur sens de fonctionnement est clairement indiqué.
Constats : Lors du contrôle sur site, l'inspection s'est attaché à obtenir les éléments relatifs au respect de la prescription contrôlée concernant les eaux souillées susceptibles d'être collectées dans le réseau eau industrielle de l'unité de traitement de surface en cas notamment de l'extinction d'un incendie. Ces eaux sont susceptibles d'être collectées via un système de caniveaux aériens associés à des puisards dans l'unité de traitement de surface. Malgré les demandes successives de l'inspection faites postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les éléments décrivant les modalités de confinement de ces eaux susceptibles d'être souillées en cas d'accident. Postérieurement à l'inspection sur site, il est apparu que concernant le confinement des eaux susceptibles d'être souillées en cas d'extinction d'un incendie, il devait également être pris en considération le réseau d'eau pluviale du bâtiment SA44. Aucun contrôle de ce réseau n'a été réalisé sur site, mais selon les premiers éléments fournis par l'exploitant il peut être noter que : <ul style="list-style-type: none">• le scénario confinement des eaux d'incendie de la partie traitement de surface n'a pas été décrite par l'exploitant dans son étude de dangers, uniquement la partie relative au scénario majorant du bâtiment SA44 qui est selon l'exploitant l'incendie de la centrale laque,

- les eaux susceptibles de transiter au travers du réseau d'eaux pluviales sont confinées en amont des bassins et tranchées d'infiltration accueillant les eaux pluviales du site, le volume disponible sur ce réseau eaux pluviales serait de 1574m³ pour un volume prévu dans l'étude de dangers du site de 1705m³. Pour un volume à confiner calculé par l'exploitant de 413m³. A l'instar des constats effectués sur les besoins en eau, en appliquant pour le bâtiment SA44 et l'atelier traitement de surface les règles définies par le document technique D9A (du CNPP), les volumes d'eau à confiner seraient respectivement de l'ordre de 1300m³ et 800m³. Les volumes d'eau à confiner définis dans la dernière étude de dangers du site (bien que ne prenant à priori pas en considération les effets induits par les eaux pluviales) sont cohérents avec des documents techniques reconnus par l'inspection des installations classées.

Cependant, malgré les demandes successives de l'inspection faites postérieurement au contrôle sur site, les éléments suivants n'ont pas pu être obtenu de la part de l'exploitant :

- la localisation (avec représentation visuelle) des dispositifs de confinement,
- les consignes de mises en œuvre associées à ces dispositifs de confinement (sur les réseaux eaux pluviales et industrielles), et les consignes de maintenance préventives (sur les deux réseaux eaux pluviales et industrielles),

Ces éléments constituent des faits susceptibles de suite en fonction des conclusions qu'ils portent, il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments demandés post inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet